

Disparate francophonie

Achevé le vendredi 26 mai dans un climat de soulagement général, le sommet francophone de Dakar s'est ouvert sous de mauvais augures, en raison de la tension entre le Sénégal, pays hôte, et son voisin mauritanien, après les violences où furent massacrés des centaines de personnes appartenant, en principe, à la grande famille de la francophonie. Ce conflit a beaucoup occupé les esprits, au point de retarder parfois au second plan l'objet même de ces assises, mais les propos tenus par le président Diouf à l'issue de la rencontre donnent à penser que le pire n'est pas sûr.

Le principal événement, au cours de cette conférence, n'a pas de lien direct avec l'usage et la défense du français. Il s'agit de l'annulation par la France de la dette publique de trente-cinq pays parmi les plus pauvres d'Afrique. M. Mitterrand a donné encore plus d'impact à cette décision en évoquant, vendredi, un projet visant à « créer, avec les autres grands pays industriels, une caisse multilatérale de garantie » pour les prêts consentis aux nations du Sud, francophones ou non. Reste à trouver les moyens d'alimenter cette caisse, dont la France parlait en juillet à Paris avec ses partenaires du monde développé.

Au regard de telles initiatives, les mesures techniques décidées à Dakar pour l'essor de la francophonie paraissent secondaires. A l'évidence, les soucis majeurs des quarante-quatre délégations n'étaient pas identiques. Les uns pensaient en termes de culture ; les autres en termes de développement, voire de survie. Dotée d'institutions communes, la francophonie est un ensemble disparate composé, en gros, d'Européens et de Canadiens appartenant au monde des riches, d'un Maghreb qui amorces son décollage économique et d'une Afrique noire qui risque de se marginaliser, en raison de sa misère constante.

A ces différences de niveau de vie correspondent évidemment des mœurs politiques opposées. Puisque c'était son tour de présenter, le Zaïre a été choisi pour héberger le prochain sommet. D'ici à 1991, il devra faire de gros progrès en matière de droits de l'homme, un thème qui a été abordé le représentant du Canada après un vigoureux rapport à l'ordre lancé aux participants par Amnesty International. Autre cliché : certains régimes négro-africains ont tendance à mettre à l'écart cinq Etats de la Ligue arabe (Liban, Egypte, Tunisie, Maroc et Mauritanie), qui forment pourtant - avec l'Algérie absente de ces assises - un ensemble sans lequel la francophonie serait bégayée.

Malgré ces handicaps, l'institutionnalisation de la francophonie, notamment au moyen de ces sommets, constitue une utile initiative contre l'hégémonie anglophone. L'avenir du français ne se joue pas seulement dans des colloques et des comités, mais dans le monde audiovisuel. A l'époque des satellites, il faut, par exemple, apporter une réponse satisfaisante à la Tunisie, qui demande depuis des années la réception en direct d'une grande chaîne de télévision française. Il faut aussi, par l'envoi massif de livres et une aide financière considérable, remédier à une dramatique crise de l'enseignement en Afrique noire.

(Lire nos informations page 4.)

M 0146 - 0529 0 - 6.00 F



379014606000 05290

Les débats sur le désarmement

La tension germano-américaine domine le sommet de l'OTAN

Alors que s'ouvre lundi 29 mai le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OTAN à Bruxelles, aucun compromis n'avait été trouvé en fin de semaine sur la question des armes nucléaires tactiques (SNF) qui oppose en particulier les dirigeants ouest-allemands aux Américains.

Selon le « Washington Times », le président George Bush pourrait annoncer à Bruxelles une décision unilatérale de retrait de 10 % des troupes américaines stationnées en Europe. La Maison Blanche n'a ni démenti ni confirmé.

Le président américain, arrivé à Rome dans la soirée du 26 mai, devait se rendre à Bruxelles dimanche soir. Il est attendu mardi 30 mai au soir à Bonn où il séjournera vingt-quatre heures, puis se rendra à Londres avant de regagner les Etats-Unis vendredi.

Une stratégie de l'émancipation

C'est la crise. Une vraie crise entre Occidentaux et pas seulement la résultante de l'effet Gorbatchev. Compromis de dernière minute ou pas, l'alliance atlantique vient de vivre un conflit interne sans précédent dans ses quarante années d'histoire. M. Thatcher, qui, il y a quelques mois, entendait fêter cet anniversaire comme le triomphe de l'Occident, ne pipe mot - sur ce sujet du moins - depuis plusieurs semaines ; c'est un signe qui ne trompe pas. M. Mitterrand s'est montré la semaine dernière,

sur le chapitre de l'amitié franco-allemande qu'il a coutume de célébrer chaleureusement, d'une froideur qui, elle aussi, en dit long. Les contacts personnels et épistolaires nourris des deux dernières semaines entre Bonn et la Maison Blanche n'ont fait qu'accroître une tension que dissimule mal la patience et sereine discrétion observée par l'administration américaine. M. Bush, au moment de faire à l'Europe sa première visite présidentielle, est bel et bien aux prises avec une

rébellion : les Allemands font des leurs.

Cela s'est déjà vu, dira-t-on, en songeant au long psychodrame transatlantique auquel avait donné lieu, au début des années 80, l'installation des euro-missiles. La différence, c'est qu'aujourd'hui montent au créneau MM. Genscher et Kohl, ceux-là mêmes qui hier, refusant de céder aux sirènes pacifistes, avaient pris fermement le parti de l'OTAN.

CLAIRE TRÉAN.

(Lire la suite page 4.)

Reprise en main par M. Deng Xiaoping

La Chine sous l'œil de la vieille garde

La vieille garde du régime chinois a fait sa réapparition publique vendredi 26 mai pour soutenir le ligne dure de M. Deng Xiaoping et Li Peng. En dénonçant « les manœuvres et les intrigues d'une toute petite minorité », l'un des vétérans les plus connus, M. Chen Yun, s'en est pris, sans le nommer, au secrétaire général du PCC, M. Zhao Ziyang.

PÉKIN
de notre correspondant

Huit jours après avoir décrété une loi martiale encore inappliquée, mais qui lui a permis de prendre le pouvoir en éliminant son rival M. Zhao Ziyang, le premier ministre M. Li Peng a reçu

l'appui de la plupart des représentants de la vieille garde du régime.

Mais la lenteur avec laquelle se met en place la refonte du pouvoir indique qu'il rencontre encore une vive opposition de la part de certains de ses pairs, peut-être autant sur les méthodes que sur le fond de sa décision de faire cesser la contestation ouverte du régime. La « transparence » que M. Zhao prônait commence à s'estomper, et l'on en est à nouveau réduit, pour tenter de comprendre ce qui se passe au sommet, à décrypter les paragraphes sibyllins d'un « Quotidien du peuple » dont la une du samedi 27 mai ne laisse plus aucun doute sur le contrôle que M. Li Peng y exerce.

Et l'on attendait toujours, samedi, l'apparition en ville des premiers uniformes veris, théori-

quement venus « nettoyer » la place Tiananmen des étudiants - de moins en moins nombreux, et venus de province pour la plupart - qui s'y trouvent encore, côtoyés par une variété de jeunes marginaux, du loupard au chômeur.

L'approbation de la génération de la Longue Marche est venue sous la forme d'une réunion, vendredi 26, de la commission des conseillers du comité central, que préside M. Chen Yun, seule figure historique ayant une influence comparable à celle de M. Deng Xiaoping sur l'appareil. La commission a exprimé « son ferme soutien à la décision correcte et aux mesures énergiques adoptées par le comité central et le conseil d'Etat (gouvernement) de mettre fin au désordre et de stabiliser la situation ».

FRANÇOIS DERON.

(Lire la suite page 5.)

La réunion de la Ligue arabe

La présence syrienne au Liban légitimée
La résolution 242 des Nations unies acceptée
PAGE 3

Elections à Madagascar

Des législatives dans la fièvre
PAGE 3

Le vote des écologistes

Un article de Jérôme Jaffré
PAGE 6

L'affaire Touvier



(Lire nos informations page 8)

et l'article de Jean-Pierre Rioux :

« Eglise de collaboration, Eglise de résistance »

Plan d'épargne-retraite

La commission Pierret propose d'améliorer le fonctionnement du PER
PAGE 14

Le Danemark et l'Europe

Le gouvernement annonce une importante réforme fiscale
PAGE 15

Voyages en littérature

Les questions de notre concours en page 6

« Grand Jury RTL-le Monde »

M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, invité dimanche, à partir de 18 h 15

Le sommaire complet se trouve page 18

Au Metropolitan de New-York

Goya et l'esprit des Lumières

Goya, l'art, la philosophie, la politique et la société : à New-York, le Metropolitan montre comment Goya se noue aux mouvements de son temps. Sur fond d'histoire des Lumières et du libéralisme en Europe.

Le plus isolé des peintres, Goya y Lucientes (« Lucientes » : comme une prémonition...), entre en perspective avec les idées de son temps. C'est le but de l'exposition du Metropolitan Museum, à New-York. La période des Lumières espagnoles, assez méconnue, est ici présentée sous un jour inédit. L'histoire du « libéralisme » européen y gagne. Et Goya y apparaît enfin sous le jour inconnu qu'on savait. Goya, « espagnol jusqu'au bout », dira Georges Bataille, « agrandissant l'instant jusqu'à la mort », le seul à avoir affronté l'« impossible » (l'horreur, la détresse, la rire).

« Caprices », « Rêves », portraits et allégories scandent un parcours très raisonné. A côté d'œuvres accessibles, au Prado notamment, « Goya and the Spirit of Enlightenment » rassemble dessins et toiles dispersés, comme la Porteuse d'eau (Budapest), l'Attaque de la diligence et le Mât de cocagne (empruntés à des collections privées), les portraits de Washington (Bartolomé Sureda) ou de l'Académie royale des beaux-arts à Madrid (Don Manuel Godoy) et l'Allégorie sur l'adoption de la Constitution de 1812 (Stockholm).

Le quatrième tableau de l'exposition campe une figure centrale des Lumières espagnoles : le comte de Floridablanca. Natif de Murcie (1728), Don José Moreno y Redondo, Comte de Floridablanca, est une figure de proue de la vie politique aux temps de Carlos III et de son successeur Carlos IV. Affublé d'un sourire étrange, le roi domine la scène.

Son portrait est au mur. Au premier plan, une horloge ancienne marque les heures et les honneurs (Foras y honras). Traditions, ordre et nouveauté : « La montre est le hiéroglyphe des princes et des ministres », avait observé Bano de Velasco. (Aujourd'hui, la montre a des airs éclatants.) Sur la table, des cartes géographiques et, par terre, un plan. A même le sol encore, un énorme classique de l'histoire de la peinture : le Palomino. Un traité de pratique de l'art.

Dans le cadre se tiennent également deux autres personnages. Un ingénieur (ou un architecte), dans le fond, compas en main, et le peintre. Le peintre en présentation assez défectueuse. De trois quarts. Il offre au regard vague du ministre le tableau en cours d'exécution. Tout, du moins, permet de le penser.

FRANÇOIS MARMADE.

(Lire la suite page 10.)

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

MAI 1989

SPECIAL REVISION DU BAC LE DERNIER ETAT DU MONDE

- L'économie mondiale et les échanges internationaux
- Les puissances au programme : ETATS-UNIS, URSS, CHINE, JAPON
- Avec les chiffres les plus récents pour actualiser vos connaissances

10 ANS DE THATCHERISME

- Méthodes et principes d'une ultra-libérale
- Les forces et faiblesses du système
- Les changements culturels et sociaux

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Dates

Il y a cinquante ans

Le « Journal » de Gide

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 08
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Favre (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouts

Rédacteur en chef :
Daniel Vermet

Correspondant en chef :
Claude Salas

Le Monde PUBLICITÉ

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télécopieur : 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 02
Tél. : (1) 42-47-98-72

	FRANCE	REUNION	SURSE	AUTRES PAYS
1 an	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
3 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 600 F

ÉTRANGER :
Par voie aérienne
tarif sur demande.

Pour vous abonner
RENOVEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO

PORTAGE :
Pour tous renseignements :
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs en
provinces : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an
☐ ☐ ☐ ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

LES dernières années d'avant la première guerre mondiale inaugurent une des périodes les plus fastes de notre histoire littéraire.

1913 : Du côté de chez Swann, de Proust, Jean Barois, de Roger Martin du Gard, la Colline inspirée, de Barrès ; en 1914 : les Souvenirs de la cour d'Assises et les Caves du Vatican, de Gide ; et aussi Barnabooth, de Larbaud, et le Grand Meaulnes, d'Alain-Fournier. Cette extraordinaire effervescence s'accomplit dans les deux décennies qui suivront, avec le surréalisme : Breton, Aragon, Eluard ; avec Bernanos, Giraudoux, Malraux, Mauriac, Montherlant et l'apparition au grand jour de Claudel et de Valéry, dont l'œuvre n'était jusqu'alors connue que de rares initiés.

Cette période s'achève à l'orée de la seconde guerre avec la publication des derniers volumes des *Thibault* de Roger Martin du Gard, et surtout du *Journal* (1889-1939) d'André Gide, achevé d'imprimer le 20 mai 1939. Tous ceux que cela intéressait savaient que Gide tenait un journal, qui serait un jour intégralement publié : des extraits en étaient parus dans chacun des quinze tomes des œuvres complètes (1) ; mais, surtout, deux volumes correspondant, le premier aux années 1929-1932, le second aux années 1932 et 1935, parus respectivement en juin 1934 et en juin 1936, avaient fait grand bruit, pour une raison qui nous semble aujourd'hui quelque peu archaïque : Gide y annonçait son adhésion au communisme avec une ferveur de néophyte.

Il bataillait contre quelques chrétiens qui ne semblaient pas comprendre que son communisme s'inscrivait dans la ligne de l'imprégnation évangélique et que l'Eglise seule — l'Eglise catholique naturellement — avait dénaturé le message révolutionnaire du Christ. Objet de scandale aux yeux des bien-pensants, cette adhésion fit long feu : en novembre 1936, soit moins de quatre mois après les *Nouvelles pages de journal*, Gide publia *Retour de l'URSS* qui, rompant avec sa fascination, apportait une nouvelle preuve de sa clairvoyance et de son courage. Vilipendé par les communistes et leurs compagnons de route, il argumenta : « ce furent ses *Retouches à mon Retour de l'URSS* ».

La « situation » de Gide était paradoxale. Écrivain semi-confidentiel, en quarante-cinq ans de vie littéraire intense (les *Cahiers d'André Walter* datent de 1891), il n'avait jamais atteint une vente de 5 000 exemplaires pour un livre. On trouvait encore au *Mercur* de France des exemplaires de l'édition originale des *Nourritures terrestres* (1897). Mais son influence était, dans le milieu intellectuel, hors de proportion avec ses tirages.

Tumulte

En 1928, un volume d'hommages réunissait tout ce qui comptait dans la vie littéraire française, d'Henry Bernstein à Paul Valéry. C'est dans ce livre que François Mauriac parla de Gide comme du « contemporain capital » (ce même Mauriac me confia un jour qu'il avait passé toute sa vie à se définir par rapport à Gide). A peu près à la même époque, des écrivains catholiques (Henri Massis) ou cryptofascistes (Henri Béraud) entreprenaient une « croisade des longues figures », qui, au-delà de la NRF expressément visée, dénonçait en Gide « le pervers et le retors » : « La nature a horreur du Gide », Gide s'en amusa plutôt, pensant que ses contempteurs contribuaient plus à sa gloire que ses admirateurs. Parfois cependant, son coup de patte assassina : « Chez Henri Massis, la foi tout court remplace la bonne. » Mais au reste, qui connaît encore les noms de Béraud et de Massis ?

Le tumulte qui accompagna la « conversion » de Gide au communisme, et celui plus considérable encore de son apostasie, lui apporta une renommée, une

gloire inespérées. Mais tout entières fondées sur un malentendu : Gide n'était pas un politicien mais un moraliste ; pas un polémiste mais un artiste. Malraux ne s'y trompait pas, qui me dit : « Nous attendions un autre Faux-Monnayeurs (2). Vint le Journal 1889-1939 ».

Quand il parut, la jeunesse de France pensait à autre chose. Nous étions entrés dans l'avant-guerre. Depuis plus ou moins longtemps, selon le degré de lucidité de chacun. Depuis la conquête de l'Éthiopie par Mussolini pour les plus clairvoyants.

encore à trente ans en lisant les Souvenirs d'égotisme de Stendhal, je n'ai pas d'autre ambition. Du moins me semble-t-il en lisant. »

« Un jeune homme de ma valeur »

« Un jeune homme de ma valeur » : je devine l'irritation du lecteur. Naturellement, le *Journal* est celui de Gide, et l'observation de son moi joue un rôle



Depuis la guerre d'Espagne pour beaucoup. Ainsi Malraux : « Les grandes manœuvres sanglantes du monde étaient commencées » (3).

Le 22 mai 1939, date où Hitler et Mussolini signent le « Pacte d'acier », il y a deux jours que sont achevés d'imprimer les 1356 pages constituant le cinquante-quatrième volume de la « Bibliothèque de la Pléiade ». Pour la première fois, cette déjà prestigieuse collection publiait un écrivain contemporain vivant. Ce *Journal 1889-1939*, œuvre capitale du « contemporain capital ».

J'imagine mal aujourd'hui un garçon de vingt ans né en 1969, aux yeux de qui Camus et Sartre sont déjà des écrivains d'un autre temps, j'imagine mal ce garçon qu'un siècle exactement sépare des premiers pages de ce *Journal* le prenant et le lisant ; mettant ses pas dans ceux de Gide, lisant les livres qu'il lut, le suivant dans ses pérégrinations. Gide n'éprouva nul besoin d'aller à Katmandou : « Les terres inconnues, les royaumes sans roi », vers lesquels il te convie, jeune lecteur, ce sont les terres de ta méditation, de ta souveraineté, de ta liberté.

Le *Journal* est d'abord un carnet de lectures, comme on dit un carnet de bal. Aucun exercice critique, didactique. Pour s'en souvenir, Gide note ses plaisirs : « Que, plus tard, un jeune homme de mon âge et de ma valeur (4) soit ému en me lisant et refait (4) comme je le suis

considérable. Mais sans complaisance — la phrase citée est sans équivalent dans le gros livre — ni fausse modestie. Gide est pour Gide un assez bon sujet d'observation : « Pour bien juger de quelque chose, il faut s'en éloigner un peu, après l'avoir aimé. Cela est vrai des pays, des êtres et de soi-même. » « J'admire ceux qui, toujours égaux à eux-mêmes, ne se font jamais défaut. Quant à moi, toujours à la merci d'une insomnie, je ne puis compter sur moi. »

Quelques notes de lectures, qui ont la sécheresse et la grâce de l'impression immédiate : « Correspondance de Stendhal. Stendhal n'a jamais été pour moi une nourriture ; mais j'y reviens toujours. C'est mon os de seiche : j'y aiguisé mon bec. »

« Je préfère les Possédés et les Karamazov (...), mais je crois que l'Idiot est particulièrement fait pour plaire aux jeunes gens et, de tous les romans de Dostoïevski, c'est celui-là que je leur recommanderai de lire d'abord. »

Mais Gide est un moraliste. Un immoraliste, s'écrient ses détracteurs, un immoraliste « pervers et retors ». Concoisif surtout : « Le plaisir de corrompre est un de ceux qu'on a le moins étudiés ; il en va de même de tout ce qu'on prend d'abord le soin de flétrir. » Quelques précautions s'imposent : « Le meilleur moyen pour amener autrui à partager votre conviction n'est pas toujours de proclamer celle-ci. » Le Gide qui me dira un jour : « J'en ai assez d'échanger des idées ;

j'aime mieux garder les miennes », avait déjà noté en 1924 : « Avoir raison... Qui donc y tient encore ?... Quelques sots ! »

Une de ses préoccupations majeures — presque obsessionnelle : ébranler les idées reçues, les préjugés. Je dois pas le besoin « L'amour de la vérité n'est pas le besoin de certitudes et il est bien imprudent de confondre l'un avec l'autre. » Et aussi : « Non, je n'aime pas le désordre ; mais ceux-ci m'exaspèrent qui crient : « Ne bougez plus », quand personne encore n'est à sa place. » Dans l'ordre de la psychologie individuelle — généralement méprisée par les intellectuels contemporains — Gide manifeste une même acuité. Il rappelle bien à l'ordre quand il remarque : « Savoir se mettre à la place des autres... Mais c'est toujours soi qu'on y met ! »

Ambiguïté et probité

Le rapport de Gide à l'actualité est ambigu. Il confiait en 1928 à M^{me} Van Rysselberghe qu'il avait « peu l'esprit historique ». A première vue, il a raison : son *Journal* débute donc en 1889 : l'affaire Dreyfus déchire la France, de 1894 à 1906. Gide y fait pas la moindre allusion avant 1918 : et même alors, il ne la cite que comme un exemple de manipulation. L'expulsion des congrégations, la séparation de l'Eglise et de l'Etat mirent la France au bord de la guerre civile. Cela n'intéressa pas Gide. Enfin, son *Journal* ne mentionne pas l'armistice du 11 novembre 1918.

J'ai dit ambiguïté. En regard de ces lacunes — répréhensibles ? — quelles approches inattendues de problèmes fondamentaux ! La justice : Gide est, avec Victor Hugo, un des premiers contempteurs de son administration. Juré en 1912 à la cour d'assises de Rouen, il écrit : « A quel point la justice humaine est douteuse et précaire, c'est ce que pendant douze jours j'ai pu sentir jusqu'à l'angoisse. »

Tout à fait révélatrice de la rigueur et de la probité d'André Gide, son attitude lors du déclenchement de la guerre de 1914. D'abord, comme tout le monde, il éprouve le fervent patriotisme. Puis, le 15 août, treize jours après notre entrée en guerre, il note : « Voici que s'établit un nouveau pontif, une psychologie conventionnelle du patriote, hors quoi il ne sera plus possible d'être « honnête homme ». Le ton qu'ont pris les journalistes pour parler de l'Allemagne est à soulever le cœur. » Fin août, toutes les informations concordent : en Belgique, les soldats allemands coupent les mains des enfants. Gide enquête : c'est faux. Une vingtaine de pages du *Journal* sont ainsi, dès le début de la guerre, consacrées à la dénonciation de ce que l'on appellera plus tard le bourrage de crâne. Douze ans plus tard, Gide, retour du Congo et du Tchad, mène campagne contre les privilèges exorbitants des grandes compagnies françaises en Afrique et contre les abus qui en découlent.

Pour être fidèle à la mémoire de Gide : son combat pour la liberté des mœurs. Contrairement à Proust, il dit, il écrit je. Et quand il s'élève à l'observation historique, il scandalise : « Socrate et Platon n'eussent pas aimé les jeunes gens et n'eussent pas cherché à leur plaire, chacun de nous en serait un petit peu moins sensé. »

Gide n'eût pas existé que nous serions chacun un petit peu moins libre.

ROGER STÉPHANE.

(1) Paris, Gallimard 1932-1939. 15 volumes in-8.

(2) André Gide, *Les Faux-Monnayeurs*, roman, Paris, Gallimard, 1926.

(3) André Malraux, *L'Espoir*, Paris, Gallimard, 1937.

(4) Souligné dans le texte.

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

dimanche 18 h 15

CLAUDE
EVIN

animé par
Olivier MAZEROLLE

en direct sur

RTL

avec André PASSERON
et Frank NOUCHI (Le Monde)
Paul-Jacques TRUFFAUT
et Catherine MANGIN (RTL)

مكتبة الأمل

Etranger

... Le Monde • Dimanche 28-Lundi 29 mai 1989

Le sommet de Casablanca a légitimé la présence syrienne au Liban

CASABLANCA
de notre envoyée spéciale

Le sommet arabe extraordinaire de Casablanca, l'histoire retentissante sans doute des choses : la réintégration officielle de l'Égypte dans le giron arabe, d'une part ; le soutien apporté par le monde arabe à une initiative de paix palestinienne, fondée sur la reconnaissance implicite du droit d'Israël à l'existence, par le biais des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU (1), d'autre part. Pour l'heure, et alors que tous les Libanais attendaient avec anxiété son résultat, ce sommet est aussi celui du triomphe de la Syrie dans l'affaire libanaise.

Arrivée plus ou moins sur la défensive, la délégation syrienne ne cachait pas, à l'issue de ces assises, sa satisfaction. En quarante-huit heures, le président Hafez el-Assad a su retourner une situation qui ne lui était pas, a priori, favorable, tant son armée était mise en cause dans la poursuite des bombardements, en particulier depuis le cessez-le-feu décrété par la Ligue arabe le

27 avril - et violé à maintes reprises. La résolution adoptée par le sommet de Casablanca ignore, en effet, totalement la Syrie, dont le nom n'est même pas prononcé, et si « elle appelle l'ensemble des parties libanaises (ce qui exclut l'armée syrienne) à respecter le cessez-le-feu de façon immédiate et durable, conformément à la résolution du 27 avril », elle ne mentionne pas explicitement l'envoi d'observateurs arabes pour contrôler ce cessez-le-feu, une procédure qui était, de fait, refusée par Damas.

Mieux encore pour la Syrie, le rôle politique confié au comité des trois chefs d'État, le roi Hassan II du Maroc, le souverain saoudien et le président algérien, et qui consistait à « promouvoir un climat propice à la convocation des députés pour discuter le projet de réformes politiques, pour procéder à l'élection du président de la République, à la constitution d'un gouvernement d'union nationale, le tout dans un délai ne dépassant pas six mois », répond totalement aux vœux des alliés de Damas, qui réclament, en effet, des réformes politiques avant

l'élection d'un président, un ordre de priorité rejeté énergiquement par le camp chrétien. La Syrie, en fait, voit légitimement de nouveau son rôle et sa présence au Liban par un sommet arabe à qui la communauté internationale avait donné tout son appui pour trouver une issue à la crise libanaise. Ce succès, la Syrie le doit à elle-même sans doute, à l'Arabie saoudite venue à la rescousse, à la neutralité de l'Égypte, mais aussi aux erreurs tactiques commises par l'Irak, dont l'offensive anti-syrienne sans nuance a effrayé plus d'un pays.

La résolution 242 approuvée L'Irak, qui ne cache pas son refus total de se réconcilier avec la Syrie, en raison de la « trahison » de Damas lors de la guerre avec l'Iran, avait placé la barre trop haut en exigeant un retrait total de l'armée syrienne, alors que nul autre État arabe est, en fin de compte, prêt à entrer en guerre pour le Liban. Une leçon à retenir de l'échec diplomatique irakien a été le silence de l'Égypte qui, pourtant membre

du Conseil de coopération arabe (CCA) avec Bagdad, Amman et Sanaa, n'a pas suivi ses partenaires dans la mise en accusation, explicite ou implicite, de Damas. « L'Irak a cru mettre l'Égypte dans sa poche par le biais du CCA, nous disait à ce sujet un diplomate arabe. Mais c'était oublier que l'Égypte est une grande puissance. Cela, les Syriens l'ont compris. » Reste à savoir maintenant quel rôle réel pourra jouer les trois chefs d'État à qui a échoué le dossier libanais. De source marocaine, on indique que le roi Hassan II qui, contrairement à ses pairs saoudien ou algérien, ne s'est jamais vraiment intéressé au dossier libanais, compte sur l'appui international pour l'aider dans sa mission. Mais celle-ci, souligne-t-on de même source, n'a de chance de réussir que si elle est effectuée en plein accord avec la Syrie, laquelle peut, aujourd'hui, d'autant plus attribuer le beau rôle que le général Aoun a toutes chances de refuser une résolution qui n'évoque même pas la présence syrienne au Liban. Le roi du Maroc aurait toutefois l'intention d'entendre de nouveaux les parties libanaises. Victorieuse en ce qui concerne le Liban, son unique préoccupation à Casablanca, la Syrie a

laissé le bénéfice de la victoire à l'OLP sur la question palestinienne, dont l'éventuelle issue est plus lointaine. Le président de l'« Etat de Palestine », M. Yasser Arafat, voit, en effet, appuyée par l'ensemble des Arabes son initiative de paix. Il garde ainsi sa marge de manœuvre diplomatique. En accord, d'autre part, « son appui à la position palestinienne sur la question des élections, à savoir que celles-ci devraient se dérouler après l'évacuation israélienne et sous un contrôle international dans le cadre de la paix globale », la conférence a suivi les recommandations du président américain, M. Bush, de ne pas fermer la porte complètement à la possibilité d'élections dans les territoires occupés. La seule et maigre consolation pour Bagdad a été la réaffirmation de « la solidarité totale de la conférence avec l'Irak dans la préservation de l'unité et de l'intégrité de son territoire, ainsi que de son droit historique de souveraineté sur le Chah El-Arab ».

Organisateur de ce sommet, le roi du Maroc peut s'estimer satisfait. Il a attendu un premier but : faire réintégrer l'Égypte par la grande porte et sans concession dans la Ligue arabe. La participation record des chefs d'État à Casablanca est aussi en soi un succès et le style des travaux à huis clos, imposé par le roi, a sans doute permis d'assimiler quelque peu les divergences entre chefs d'État. Des retrouvailles égypto-syriennes, égypto-libyennes et syro-palestiniennes intervenues pendant ces trois jours, il est encore trop tôt pour dresser le bilan. Seul l'avenir dira ce qu'il en est vraiment.

Le roi du Maroc, qui se retrouve à la fin de ce sommet - outre au sein d'un comité sur le Liban - à la présidence d'un « haut comité chargé d'entreprendre, au nom de la Ligue arabe, les démarches et contacts internationaux en vue de résoudre le processus de paix pour préparer la conférence internationale », va devoir maintenant gérer au mieux les acquis de ce sommet, et ce n'est sans doute pas l'improbable libanais qui sera le plus facile à démentir.

FRANÇOISE CHIFFAUX.

(1) Base de toutes les tentatives de règlement de la question palestinienne, depuis plus de vingt ans, la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU a été votée le 22 novembre 1967. Elle demande le retrait d'Israël des territoires occupés et affirme « le droit de chaque État de la région [donc implicitement Israël] de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues ». La résolution 338 du 22 octobre 1973 demandait l'application de la résolution 242 « dans toutes ses parties ».

BIBLIOGRAPHIE

« L'Etat de barbarie », de Michel Seurat

Le prix Michel-Seurat - du nom du jeune orientaliste français disparu en 1986, à moins de quarante ans, alors qu'il était l'épave de militants islamistes à Beyrouth-Ouest - a été remis pour la première fois, mardi 23 mai, au Collège de France (le Monde du 25 mai). Le lauréat, qui recevra du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) une bourse d'études de 100 000 F, est, cette année, un étudiant en sciences politiques de vingt-huit ans, M. Claude Gagnepain. Il travaille sur le sociologie des élites musulmanes.

1^{er} juin : il constitue son ultime apport à l'orientologie. « L'Etat de barbarie », c'était la Syrie des années 1979-1982 telle que l'avait vue Seurat, sans complaisance et sans acrimonie. Un Seurat complètement immergé dans la société syrienne, en partageant la vie et la langue, épousant une chrétienne syrienne, parcourant le pays « au sud-ouest » - mais conservant intact son « esprit de méthode et d'organisation », qui, comme le dit M. Léopold Senghor, est le propre des intellectuels occidentaux.

L'ignorance agissante Arabisant, islamologue, orientaliste jusqu'au bout des ongles et pourtant pas orientaliste pour deux sous, tels furent sans doute le propre et la force de Seurat. Une force ramassée dans un regard disant tout, un véritable bledien dans la jungle libanaise, au nord du Liban : « Une université à Lattakia, une cimetière à Tartous (sa justification est douteuse sur le plan national), une raffinerie à Baqdaya, des autoroutes per-

çant la montagne... Ces préférences ne se contentent plus d'être des lieux (1) de temps modernes. » Les écrits de Michel Seurat restent de pleine actualité avant, sans doute, de servir d'éléments aux futurs historiens de la Question d'Orient en cette fin de deuxième millénaire. Aujourd'hui, demain, ils conserveront l'idée du goût amer d'une grande œuvre terminée dans la tradition des Lamennais, Massignou et Laouén, fanchée alors qu'elle naissait à peine.

J.-P. FÉRONCEL-RUGOZ.

En Cisjordanie

Les colons juifs israéliens multiplient les opérations punitives contre leurs voisins arabes

Jérusalem (AFP). - Les responsables militaires israéliens craignent de perdre le contrôle de la situation en Cisjordanie face à la multiplication des expéditions punitives lancées ces derniers jours par les colons israéliens. De mercredi à vendredi, quatre de ces expéditions ont été menées par les colons dans des villes et des villages de Cisjordanie - à Azouz, Bidya et Mardis (dans le périmètre de Naplouse) et d'Azzur, à la sortie est de Jérusalem. Les dernières ont eu lieu vendredi à Hébron, dans le sud de la Cisjordanie.

Dans la nuit du jeudi 25 au vendredi 26 mai, déjà, des centaines de colons avaient fait irruption dans la ville, après qu'une bouteille incendiaire eut été lancée en direction de la voiture d'un colon de Kyriat-Arba, sans faire de victime. L'armée israélienne avait dû intervenir en force pour les contenir.

Les descentes punitives de colons dans les villages palestiniens ne sont pas un phénomène nouveau en soi. Ce qui est nouveau, ce sont, d'une part, l'ampleur prise par ces actions et, d'autre part, le fait que les militaires soient également agressés. Le commandant d'un régiment a été giflé, dans un village, par un colon, et un général a été violemment agressé après avoir confisqué l'arme d'un civil qui tirait avec un fusil.

Face à cette escalade, le chef d'état-major de l'armée, le général Dan Shomron, a mis en garde les dirigeants israéliens contre l'éventuel « effet de boomerang » de telles opérations.

Des groupes de colons de l'implantation israélienne de Kyriat-Arba (5 000 habitants) et d'Azzur, ont lancé une « opération d'intimidation » contre leurs voisins arabes. Ils ont tiré des salves d'avertissement, brûlé plusieurs magasins et cassé les pare-brise de plusieurs véhicules.

« Il faut complètement modifier les rapports entre le citoyen et l'Etat », affirme M. Manandafy qui propose une sérieuse remise à jour de la Constitution. A cet égard, l'Alliance démocratique demande que « l'Assemblée nationale issue des prochaines élections ait les pouvoirs constituant les plus larges pour instaurer un régime démocratique ».

M. Ratsiraka et les siens sont conscients qu'il n'est plus possible de maintenir le statu quo. Même si le changement doit se traduire in fine par des pertes de postes et surtout de privilèges, même si l'idée, toujours en filigrane, de créer un parti unique autour de l'AREMA (qui dispose de 117 sièges sur 157 dans l'Assemblée nationale populaire) doit être sacrifiée aux impératifs du moment. Mais il n'est pas question de précipiter le mouvement.

« Le changement doit être progressif », avertit M. Andriamanonjato. Il n'exclut pas la disparition du Front qui ne s'est pas réuni depuis 1982, « après une période d'impressionnisme démocratique de un à deux ans », ce qui ouvrirait la voie à un véritable multipartisme. « Il faut que l'opposition puisse s'exprimer en dehors de la rue ou d'actes juridiques », convient-il. D'où la nécessité d'établir de nouvelles règles du jeu. Conséquence logique de tout ce remue-ménage politique :

Afrique

MADAGASCAR : fièvres électorales dans la Grande Ile

« La population est sage, ses chefs ne le sont pas »

Les élections malgaches qui ont accordé, le 12 mars, un troisième mandat présidentiel à M. Didier Ratsiraka, sont appelées, le dimanche 28 mai, à renouveler l'Assemblée nationale. Ces différents scrutins ont fait monter la fièvre politique dans la Grande Ile.

TANANARIVE
de notre envoyé spécial

Pour la cérémonie d'inauguration de son troisième mandat présidentiel, le 20 avril, M. Didier Ratsiraka, ancien de l'indépendance, a, à dessein, revêtu sa tenue d'ancien. Membre de la barre avec fermes au milieu des rumeurs politiques et économiques qui agitent la Grande Ile. En effet, certains de ceux qui avaient, jusqu'alors, fait équipe avec lui ne contestent-ils pas maintenant sa capacité à suivre le cap ?

« Il nous a volé au moins 20 % des voix », tempèrent les trois candidats malheureux au scrutin présidentiel du 12 mars (1). Selon le Comité national d'observation des élections (CNOE), créé à l'appel des Eglises chrétiennes, « la mesure et la gravité des faits recensés permettent de conclure que la sincérité du scrutin n'a pas été totalement respectée ». Si n'y avait pas eu de fraude et d'irrégularités en tous genres, M. Ratsiraka aurait quand même été élu d'un court tête, estimant la plupart des observateurs politiques.

« C'est un énorme progrès que le président n'ait finalement été élu qu'avec 62,71 % des suffrages exprimés », constate un journaliste malgache. Cela prouve que le peuple a une conscience politique de plus en plus aigüe. Qu'il en soit, pour tenter de désamorcer les critiques des trois partis (ADM, VTM et MONIMA-VSM) réunis au sein de l'Alliance démocratique de Madagascar (ADM) qui menaient de boycotter les élections législatives du 28 mai, M. Ratsiraka a, en toute hâte, procédé à une révision du code électoral. Retenues « décennales » pour le CNOE.

C'est, en définitive, plus d'un électeur sur trois et, s'il n'y avait pas eu de fraude, près d'un électeur sur deux qui ont voté pour le changement. Pourtant, le chef de l'Etat n'a pas voulu tirer, sur-le-champ, le leçon de ce scrutin et s'est donné jusqu'à la fin de l'année pour corriger ce qui était l'Etat. « C'est une erreur psychologique grave que de faire ainsi traîner les choses en longueur », souligne un observateur local. Souvent exaspérée par le comportement des gens au pouvoir, alors qu'elle vit dans des conditions plus que précaires, la population attend du nouveau. Elle est restée sur sa faim.

Les partis d'opposition ont beau jeu d'exploiter le mécontentement populaire, de mettre en relief les erreurs, les échecs et les défaillances du pouvoir. Ils haussent le ton au point de se dire prêts, comme M. Manandafy, patron du MFD et chef de file de l'Alliance démocratique, à « descendre dans la rue ». Cet agitateur né, « tombé », en mai 1972, du régime « néo-colonialiste » de Philibert Tsiranana, défendait alors les petits et les déshérités ; il vante, aujourd'hui, les vertus de l'économie de marché et n'hésite pas à affirmer que « si M. Ratsiraka ne veut pas sortir par la grande porte, il sera contraint de sortir par la petite porte ».

De toute manière, les Tananariens, dont on dit qu'ils font et défont les régimes, ne sont pas prêts, en bons Mérimés qu'ils sont, à confier à un Bataillon comme M. Manandafy le soin de provoquer le changement. « Nous avons déjà

pris suffisamment de coups sur la tête. Nous ne souhaitons plus payer pour d'autres l'impôt du sang, raconte un habitant de la capitale. Si nous voulons que les choses bougent, nous nous en chargerons nous-mêmes. »

Textes archaïques D'aucuns dénoncent ces « irresponsables », ces « opportunistes » qui ont soutenu pendant quinze ans le régime de M. Ratsiraka avant de s'en séparer sur le tard, une fois que le mal a été fait. Au sein même de l'Alliance démocratique qui n'a pas réussi à présenter un candidat unique au scrutin présidentiel, il n'y a pas unanimité sur la marche à suivre pour conquérir le pouvoir. Quant à la base, elle a, parfois, de la difficulté à faire sienne les consignes de ses dirigeants, comme ce fut le cas pour l'appel au boycottage des élections législatives.

Face à une opposition qui se raidit et le met ouvertement en cause, le chef de l'Etat, peu habitué à ce genre de contestation, a tendance à se fermer au dialogue. Il se montre nerveux, méprisant, intolérant. N'a-t-il pas récemment manqué de sang-froid en vilipendant ses adversaires politiques devant le pape en visite à Madagascar ?

Tout dépend de lui, tout ramène à lui. Un pouvoir personnel comme il en existe des dizaines en Afrique. Beaucoup de Malgaches regrettent qu'une telle comparaison soit possible car ils estiment mériter mieux. « La population est sage mais ses chefs ne le sont pas », remarque un journaliste local.

Pour la population, la révolution socialiste est bel et bien morte et enterrée, même si M. Ratsiraka et les siens continuent d'employer un vocabulaire qui laisse croire le contraire. Faut-il « déposséder » nombre de textes archaïques ? Peut-



Politique

La préparation des élections

Au cours du premier meeting de M. Fabius, à Nantes

M. Rocard met l'accent sur les droits sociaux en Europe

Défendre et faire progresser les droits sociaux contre ceux pour qui l'Europe devrait obéir à une logique purement financière : le thème principal de la campagne socialiste pour le scrutin du 18 juin a été développé avec insistance, vendredi 26 mai, par M. Michel Rocard et Laurent Fabius devant deux mille cinq cents personnes

réunies au parc de La Beaujoire à Nantes. Si les socialistes, « parfois », sont « effectivement divisés », ils savent, à l'approche des échéances électorales, se retrouver « tous mais autour de [leurs] candidats », a souligné le premier ministre, désignant ainsi lui-même ce que ce meeting avait pour fonction, entre autres, de démontrer.

NANTES
de notre envoyé spécial

Il n'est pas facile de rendre attrayante une élection dépourvue d'enjeu intérieur, ni d'intéresser les citoyens à un débat européen qui paraît bien insaisissable. M. Charles Gauchet, maire de Saint-Herblain, premier secrétaire de la fédération socialiste de la Loire-Atlantique, a bien résumé une partie de la difficulté en disant que « l'Europe est omniprésente, mais elle est invisible ». Les dirigeants socialistes s'inquiètent du manque de mordant de la campagne, et certains d'entre eux incriminent les médias, qui font trop de place, estiment-ils, à des questions annexes, telles que l'organisation du débat télévisé entre les principales têtes de liste ou, s'agis-

sant du PS, les rapports entre l'équipe de M. Fabius et les responsables du parti.

Le premier meeting de la campagne socialiste devait favoriser la confrontation avec les autres listes. Dans un décor très soigné — des gradins formant un hémicycle de couleur bleue, frappé de douze étoiles, sur lequel ont pris place des partisans de la liste de M. Fabius, entourant quelques-uns de ses candidats — une première partie, animée par le réalisateur de télévision Serge Monetti, a permis à certains de ces représentants du courant socialiste d'exprimer leur vision de l'Europe. Parmi ces personnes qui, pour la plupart, témoignaient silencieusement de leur engagement, figurait M. Bernard Herzog, professeur de médecine à Nantes, frère du chef de file de la liste du PCF.

Hommage à M. Soisson

Au passage, le premier ministre a cité en exemple le travail accompli par M. Jean-Pierre Soisson pour parvenir à « une définition (...) satisfaisante du licenciement économique et des exigences qui doivent l'entourer ». Cet hommage à un ministre d'« ouverture » et à son action n'a recueilli que des applaudissements modérés dans une assistance qui a, pourtant, manifesté avec chaleur son appui au chef du gouvernement.

M. Rocard a ironisé sur les « conversions tardives » qui se sont exprimées, à droite, en faveur de l'Europe et mis en garde contre l'« idée singulière » qui consisterait, pour « bâtir une puissance publique » communautaire, à « faire appel à ceux dont la philosophie principale est d'être ennemis de la puissance publique ». M. Fabius a développé la même idée pour démontrer que ce n'est pas parce que les principaux chefs de file ne « s'étaient » pas « à long terme » que l'Europe n'a pas de différence avec les conceptions qu'ils défendent.

Selon M. Fabius, l'opposition — qui a trouvé l'idée d'une liste unique « tellement bonne qu'elle a décidé d'en faire deux » — défend une Europe « mercantile », dont elle attend ce qu'elle n'a « pas pu obtenir » pendant son « bref passage au pouvoir » de 1986 à 1988. Les socialistes, au contraire, se proposent notamment de « lancer un grand programme européen de lutte contre la pauvreté », a indiqué M. Fabius.

Se référant aux étudiants chinois en lutte contre le conservatisme, le chef de file socialiste a lancé : « Nous aussi, nous devons, à notre manière, aux forces du conservatisme : laissez-nous passer ! »

P. J.

La nature du vote écologiste

par Jérôme Jaffré

La montée du vote écologiste va modifier les structures de notre vie politique, tout comme en 1984 la percée du Front national a brutalement interrompu le cours paisible de la « bande des quatre ». Jusqu'à aujourd'hui, jamais dans un scrutin national, les écologistes n'ont réussi à passer la barre des 5 % : 4,5 % aux européennes de 1979 ; 3,4 % à celles de 1984 ; 3,9 % à la présidentielle de 1981, 3,8 % à celle de 1988. Or, cette fois-ci, sur la base des sondages pré-électorales, les Verts peuvent nourrir l'espoir de passer la barre des 10 % des suffrages exprimés.

Le caractère européen du phénomène — l'Allemagne déjà, le Benelux, la France aujourd'hui — les préoccupations du public en matière d'environnement, son souhait d'une politique commune pour en assurer la protection, conduisent à expliquer pour l'essentiel cette progression du mouvement écologiste par l'écologie. Mais il n'est pas inutile — en s'appuyant sur les plus récentes enquêtes de la SOFRES (1) — de connaître l'origine de ces électeurs

verts et d'étudier la signification politique de leurs suffrages.

Sur le plan électoral, le phénomène écologiste n'est pas neutre. Il n'emprunte pas également à la gauche et à la droite. Certes, une partie de ses électeurs proviennent de l'abandonnisme : 25 % d'entre eux n'ont pas pris part au premier tour de l'élection présidentielle, 29 % au second tour et 42 % au premier tour des élections législatives. Mais parmi les votants la majeure partie provient de la gauche. Le 24 avril 1988, 37 % des Verts d'aujourd'hui ont voté pour un candidat de gauche, 18 % seulement pour un candidat de droite. On discerne au demeurant une influence significative du vote d'extrême gauche puisque 10 % ont porté leurs suffrages sur Pierre Juquin, Arlette Laguiller, ou Pierre Bousset. Le choix du second tour entre François Mitterrand et Jacques Chirac accentue le phénomène : 57 % pour le président sortant, contre 14 % seulement pour son premier ministre d'alors.

La sociologie du vote écologiste s'en trouve partiellement renouvelée. On retrouve maintes fois cer-

taines de ses caractéristiques habituelles (voir tableau) : un vote jeune (47 % de ses électeurs ont moins de trente-cinq ans contre 40 % des socialistes et 27 % des électeurs Giscard d'Estaing et Veil) ; un niveau d'instruction élevé : 25 % ont atteint l'enseignement supérieur contre 20 % des « fabiusiens » et 18 % des électeurs de la droite (modérée). Mais, conséquence sans doute de l'apport de la gauche, l'électorat écologiste de 1989 est le plus populaire dans ses rangs : 53 % d'ouvriers, employés et professions intermédiaires, soit une proportion supérieure à celle de la liste socialiste. Parmi les actifs, on relève 43 % de salariés du secteur public. Avec cette présence d'ouvriers et de fonctionnaires, le vote écologiste de 1989 est d'une nature nouvelle. Aux élections législatives de 1978, on comptait dans ses rangs 21 % d'ouvriers et d'employés. Ils sont aujourd'hui 35 %.

A l'heure actuelle et malgré les intentions de vote déclarées, ces électeurs ne manifestent qu'un attachement limité à l'écologie politique. Seulement la moitié d'entre eux citent ce mouvement comme la formation dans laquelle ils se sentent le plus proches : un peu plus de 50 % déclarent qu'en cas d'hypothétique présidentielle ils voteront pour Antoine Waechter. Seule une minorité d'environ 30 % refuse le clivage gauche-droite, pourtant pierre de touche du discours politique des Verts. Et quand ils se classent sur l'échelle habituelle de la SOFRES, 54 % se situent à l'extrême gauche ou à gauche, un tiers choisissent le centre et à peine plus d'un dixième la droite ou l'extrême droite. L'écologie de 1989 n'est plus un centrisme de substitution, comme cela pouvait être le cas aux municipales de 1977, mais plutôt un choix alternatif au sein du système politique, particulièrement pour les électeurs de gauche.

Confiance à la gauche

S'agit-il pour autant d'un phénomène similaire à celui des « départs du socialisme » dont la gauche a tant souffert de 1983 à 1986 ? Les sondages d'opinion permettent de répondre clairement par la négative. En réalité, les électeurs écologistes appartiennent des deux mains à la présence de la gauche au pouvoir et ils maintiennent leur confiance aux dirigeants du pays. 72 % des Verts jugent positif le bilan présidentiel de M. Mitterrand et 70 % déclarent lui faire confiance pour l'avenir ; pour le premier ministre, le niveau de confiance atteint 71 %. Parmi les personnalités politiques les plus populaires aux yeux des Verts figurent aux sept premières places six leaders socialistes et seulement un leader du centre, Simone Veil. Enfin, chez les électeurs écologistes, la cote de popularité du Parti socialiste s'élève à 70 % de bonnes opinions, celle de l'UDF à seulement 34 % et celle du RPR à 27 %.

Pourquoi donc voter écologiste si l'on est un électeur de gauche qui demeure fidèle à son camp ? A l'examen des chiffres, il apparaît que ce vote écologiste plus populaire a une signification de contestation sociale à l'égard d'une gauche jugée trop gestionnaire. Une majorité des électeurs écologistes estiment leur vie matérielle peu satisfaisante (58 % contre 42 %), la moitié d'entre eux déclarent avoir subi depuis un an une perte de leur pouvoir d'achat contre le tiers des socialistes. Dans cet électorat, l'approbation du développement de la Bourse est plus chèrement mesurée : 37 % contre 46 % parmi les socialistes et 58 % au sein de la droite modérée. 47 % estiment que les efforts entre François Mitterrand et Jacques Chirac sont demandés surtout aux défavorisés. Dans le bilan détaillé de François Mitterrand, quatre domaines sont particulièrement critiqués : le chômage, le pouvoir d'achat, la politique sociale et la lutte contre les inégalités. Ce n'est pas en se souciant seulement d'environnement que les socialistes feront diminuer le vote écologiste mais en répondant aussi à ces préoccupations.

Un électorat plutôt à gauche, hostile à la droite, assez populaire, critique à l'égard de la politique sociale menée. On retrouve dans ces indications l'écho des luttes sociales et des « affaires » de l'hiver dernier. L'environnement et la contestation sociale forment les deux éléments fondateurs du vote écologiste de 1989, qui paraît ainsi beaucoup plus proche des Verts allemands que par le passé. Autant d'enseignements qui peuvent poser demain en termes nouveaux les problèmes de l'« ouverture » politique et des alliances entre partis.

(1) Par fusion de trois enquêtes réalisées du 22 avril au 15 mai 1989 auprès d'échantillons nationaux de mille personnes, ce qui permet de disposer au total d'un échantillon de trois mille interviews.

Comparaison avec les autres listes

	LISTE SOCIALISTE (L. Fabius)	LISTE ÉCOLOGISTE (A. Waechter)	LISTES CENTRE « DROITE MOD. » (G.-d'Estaing-S. Veil)
AGE			
18-24 ans	14	15	11
25-34 ans	26	32	16
35-49 ans	25	28	26
50-64 ans	28	14	25
65 ans et plus	15	11	22
	100 %	100 %	100 %
PROFESSION DE L'INTERVIEWÉ			
Agriculteur	2	3	6
Commerçant, industriel	2	5	7
Cadre, professions intellectuelles	4	5	6
Profes. intermédia., employé	32	40	24
Ouvrier	17	13	8
Inactif, retraité	43	34	38
	100 %	100 %	100 %
VOTE AU PREMIER TOUR DE LA PRÉSIDENTIELLE			
A. Lajoinie	3	2	0
Extrême gauche	5	10	1
F. Mitterrand	76	25	7
A. Waechter	2	20	32
R. Barre	2	6	1
J. Chirac	1	5	40
J.-M. Le Pen	4	7	10
Abstention, sans réponse	7	25	9
	100 %	100 %	100 %
PRÉFÉRENCE PARTISANE			
Gauche	94	34	12
Mouvement écologiste	2	49	4
Droite	2	11	78
Sans réponse	2	6	6
	100 %	100 %	100 %

Source : Enquêtes SOFRES. Quatre mille interviews 22 avril-15 mai 1989.

Partez en vacances avec Le Monde



ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier de joindre votre bande.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (taux normal)
2 semaines	80 F	150 F
3 semaines	120 F	210 F
1 mois	150 F	261 F
2 mois	280 F	482 F
3 mois	385 F	700 F

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 42-47-98-72

« LE MONDE » ABONNEMENTS
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____ du _____ au _____

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES : NOM _____ PRÉNOM _____

N° _____ RUE _____

LOCALITÉ _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

PAYS _____

● VOTRE RÈGLEMENT :

☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE N° de CB : _____

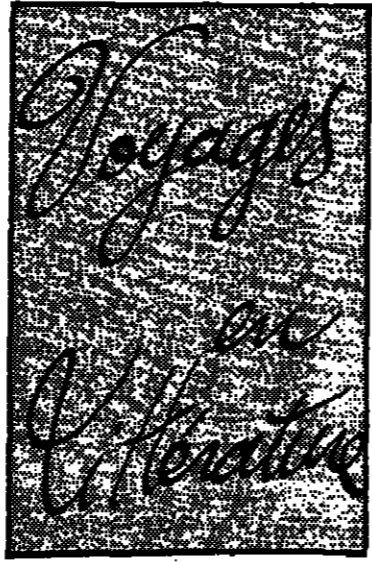
Date d'expiration : _____ Signature : _____

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné) _____

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

GRAND CONCOURS

Du 22 mai au 10 juin 1989



HACHETTE Classiques

Le Monde

EUROPE 1

Noms de théâtre

Question 11 :

Les jeunes filles chéries de Molière.

Molière a une prédilection pour certains prénoms féminins qu'il attribue à des personnages différents dans plusieurs pièces.

A l'aide de cette indication, dites de quel prénom il s'agit : Se marie à un barbon de cinquante-trois ans pour se « donner du divertissement » ; ou une marquise au regard qui tue.

- ☐ Angélique
- ☐ Dorimène
- ☐ Elise
- ☐ Marianne
- ☐ Martine

Question 12 :

Les homonymes du théâtre.

On retrouve, chez des auteurs de théâtre très différents, des personnages qui portent le même nom sans avoir pour autant le même rôle ou le même caractère. Nous vous donnons des informations pour que vous retrouviez quelques-uns de ces homonymes théâtraux.

- a - Chez Corneille, c'est une intrigante marâtre qui ourdit en faveur de son fils ; chez Molière, c'est une perfide coquette...
- b - Hérite entre l'imprécation au dix-septième siècle et la badinerie au dix-neuvième siècle.

Bulletin-réponse dans le Monde, le samedi 10 juin 1989 (daté dimanche 11 - lundi 12 juin)

Chaque jour une vignette de participation. Collectionnez-les précieusement. Vous devrez les coller sur le bulletin-réponse.

Pour vous aider à répondre, chaque jour des indices sur Europe 1 ou sur Minitel 3615 code LEMONDE, EDUC ou EUROPE 1.

مكتبة الأمل

